



## L'OR : LES AFRICAINS BIENTÔT RICHES ET SOUVERAINS ?

Interview de Dr. Yves Ekoué AMAÏZO  
Directeur Afrocentricity Think Tank  
Diffusion 14 avril 2025  
[yeamaizo@afrocentricity.info](mailto:yeamaizo@afrocentricity.info)

-----

Nom du Journaliste: Mme Samantha Ramsamy (SR), Journaliste indépendante

**Média : MULTIPOLAIRE sur Global Africa Telesud**

**Emission Débat sur l'Afrique : Or : Les Africains bientôt riches et souverains ?**

Vendredi 8 avril 2025 diffusée le 14 avril 2025.

Nom des invités à l'émission :

- M. Sedik Kaba, journaliste et Président du Centre international de réflexions et d'études sur le Sahel.
- Dr. Yves Ekoué AMAÏZO, économiste et Directeur général de l'Afrocentricity Think Tank, basé en Autriche.

**Ecouter le débat sur :**

- [https://youtu.be/zYhvU\\_2jx5I?si=doswBCcsT6T4IM4C](https://youtu.be/zYhvU_2jx5I?si=doswBCcsT6T4IM4C)
- [https://www.youtube.com/watch?v=zYhvU\\_2jx5I&t=23s](https://www.youtube.com/watch?v=zYhvU_2jx5I&t=23s)

**Durée de l'émission :** 29 mn 37 secondes.

**Lien direct Vidéo :** Multipolaire sur Global Africa Telesud

Mise en ligne Afrocentricity Think Tank, 14 avril 2025.

**Objet / Résumé :** Avec ses invités, Samantha Ramsamy, dans son émission Multipolaire, analyse les conséquences économiques de la montée du prix de l'or en Afrique, non seulement du point de vue des gains potentiels pour les Etats africains, mais aussi des risques sous-jacents et la réalité du ruissellement réel ou imaginaire vers les populations. Mais, dans le cadre des objectifs de souveraineté, il n'est pas possible de ne pas faire une analyse sur le rôle des entreprises multinationales exploitant l'or en Afrique, souvent à des conditions d'inégalités et de servitude des dirigeants africains.

Est-ce que les entreprises multinationales disent la vérité sur la quantité de l'or qu'elles exploitent ? Qui décide du partage ? Pourquoi les Etats africains exportent leur or au lieu de le conserver dans leurs banques centrales et créer leur propre monnaie ? Comment tout cela peut évoluer ? Est-ce que tout ceci peut apparaître comme un frein à la souveraineté économique de quelques pays africains ? Quels sont finalement les véritables perdants ? Des nombreuses autres questions trouvent des pistes de réponses dans l'interview et dans le débat sur le sujet. Mais la question reste ouverte : Pourquoi les Africains ne profitent pas de l'or qui est extrait de leur territoire ?

\*\*\*\*\*

### **Questionnaire proposé à Dr. Yves Ekoué AMAÏZO (YEA) par Samantha Ramsamy (SR)**

Dr Yves Ekoué AMAÏZO, Directeur Afrocentricity Think Tank

#### **1. SR. Comment analysez-vous cette flambée des prix de l'or ? Et surtout à votre avis, est-ce que cette augmentation va perdurer ?**

YEA. Je souhaite rappeler l'évolution du prix de l'or, prix qui a évolué de manière significative au cours des deux dernières décennies. J'ai choisi trois dates : le 8 avril pour les années 2005, 2015 et 2025.



Le 8 avril 2005 : Le prix de l'or était bas, autour de 10 500 Euros par kilogramme (kg), soit environ 12 000 dollars américains (\$EU) par kg.

Le 8 avril 2015 : Le prix de l'or était estimé à environ 36 000 euros par kg. En dollars, cela correspondait à environ 39 000 \$EU par kg.

Le prix actuel de l'or au 8 avril 2025 est estimé à environ 90 740,08 Euros par kilogramme en Europe. En dollars américains, il est évalué à 3 120,03 dollars par once, ce qui correspond à environ 100 311 dollars par kg.

On est donc passé en 20 ans de 10 500 Euro par kg en 2005 à 90 740 Euro par kg en 2025. Autrement dit, si l'Afrique avait gardé son or, son taux d'épargne aurait été multiplié par 9, et si cet or avait servi à obtenir des crédits, cela aurait démultiplié les possibilités en termes d'effets de levier. Les dirigeants auraient plus de marge de manœuvre pour investir dans les infrastructures venant en appui au bien-être et au développement, les populations auraient vu un mieux-être.

L'or reste une valeur refuge du fait de la confiance, la liquidité et sa capacité à demeurer ce qui fonde la monnaie à savoir un équivalent général. Mais son prix peut fluctuer en fonction des conditions du marché. La flambée de l'or peut être analysée à travers plusieurs facteurs économiques et géopolitiques. Voici au moins trois points clés :

- 1.1 Facteurs économiques : l'or est souvent considéré comme une valeur refuge en période d'incertitude économique. Les fluctuations des taux d'intérêt, l'inflation élevée et les tensions sur les marchés financiers poussent les investisseurs à se tourner vers l'or.
- 1.2 Tensions géopolitiques : La politique « pro-expansionniste » du Président Américain Donald Trump fondée sur les tarifs douaniers comme armes de soumission massive, la guerre commerciale que cela engendre, les conflits dans le monde (Moyen-Orient, Ukraine, Afrique avec le Sahel, la RDC, Soudan, etc.) augmentent la demande pour l'or en tant qu'actif sûr. Ces événements renforcent l'idée que l'or est un refuge contre les risques géopolitiques.
- 1.3 L'accumulation par les banques centrales : Certains pays, comme la Chine, ont intensifié leurs achats d'or pour diversifier leurs réserves et réduire leur dépendance au dollar américain. Face à une crise de confiance, l'Allemagne demande à rapatrier son stock d'or de la Federal Reserve Bank américaine. Tout ceci contribue à maintenir les prix élevés.

Avec la nouvelle approche de Donald Trump fondée sur la promotion de la volatilité et de l'imprévisibilité dans les échanges mondiaux, la hausse du prix de l'or va perdurer. Mais il faut au moins trois conditions :

- 1.4 Imprévisibilité : si la prévisibilité dans les échanges demeure volatile ainsi que de l'évolution des tensions géopolitiques ;
- 1.5 Déstabilisation : si le résultat de la politique de déstabilisation du Président américain Trump se révèle n'être que les conséquences des politiques monétaires des économies des grandes puissances pour plus d'endettement et d'inflation, exportés dans le monde ;
- 1.6 Refus de Donald Trump de payer la dette américaine : si la confiance des investisseurs institutionnels dans les autres actifs monétaires et financiers sur le marché change et se transforme en doute, surtout si Donald Trump déclare qu'une partie de la dette américaine ne sera pas payée, alors la flambée de l'or sera spectaculaire.

## **2. SR. Quels impacts sur les différences d'interprétation sur le partage des recettes de l'or au Mali entre l'entreprise multinationale canadienne Barrick Gold et le Gouvernement malien ? Est-ce que ce conflit ouvert peut trouver une solution ?**

**YEA.** Cette affaire au Mali reflète les tensions entre le Gouvernement malien et l'entreprise Barrick Gold, un géant canadien de l'exploitation minière. Voici au moins quatre principaux impacts et enjeux :

- Conflits avec le gouvernement malien : Barrick Gold est confronté à des différends avec les autorités maliennes concernant le complexe minier Loulo-Gounkoto. Ces tensions incluent des désaccords sur le



nouveau code minier lequel impose des taxes plus élevées et une augmentation de la participation de l'État dans les projets miniers.

- Suspension des opérations : En raison de ces différends, Barrick a suspendu ses opérations au Mali, ce qui a entraîné un arrêt des expéditions d'or et une perte économique significative pour les deux parties.
- Impact économique : La société Barrick Gold est un acteur clé de l'économie malienne, contribuant à hauteur de 5 % à 10 % de la richesse (produit intérieur brut – PIB) du pays chaque année. La suspension des activités affecte non seulement l'entreprise, mais aussi l'économie locale, les emplois et les recettes fiscales.
- Relations internationales et confiance des investisseurs : Les tensions entre Barrick et le gouvernement malien soulèvent des inquiétudes quant à l'attractivité du Mali pour les investisseurs étrangers. Cela pourrait avoir des répercussions à long terme sur le secteur minier du pays.

Oui, tous les conflits ouverts peuvent trouver une solution. Le problème dépend de qui profite de la solution et si cette solution repose sur un minimum d'équité et de respect mutuel.

### **3. SR. A qui profite la hausse du prix de l'or ?**

Le conflit entre le Gouvernement malien et la société Barrick Gold semble avoir été résolu. Un accord a été conclu le 21 février 2025 après près de deux ans de tensions. Cet accord prévoit que Barrick Gold verse 275 milliards de FCFA (environ 438 millions de dollars) au Gouvernement malien. En échange, les autorités maliennes se sont engagées à libérer les employés détenus, à restituer l'or saisi et à permettre la reprise des activités minières au complexe de Loulo-Goukoto.

La hausse du prix de l'or peut bénéficier à la fois au Gouvernement malien et à Barrick Gold, mais de manière différente :

- Pour le Gouvernement malien : Une augmentation des prix de l'or signifie des revenus plus élevés provenant des taxes et des royalties sur l'exploitation minière. Cela renforce les finances publiques, surtout dans un contexte où le Mali cherche à maximiser sa part des bénéfices grâce à son nouveau code minier.
- Pour la société Barrick Gold : Des prix élevés de l'or augmentent la rentabilité de leurs opérations, même si les tensions avec le gouvernement malien ont temporairement freiné leur production. La reprise des activités à Loulo-Goukoto, combinée à des prix records, pourrait améliorer leurs performances financières.

### **4. SR. Quels sont les objectifs de la transition du Mali dans cette affaire : se débarrasser et remplacer BARRICK Gold ?**

**YEA.** Non, il est question d'un partage équitable. Trouver une autre alternative viable pour les deux parties n'est pas aussi facile en cas de conflits prolongés. Aussi, le problème n'est pas tant de se débarrasser de quelqu'un mais plutôt de retrouver des bases de travail et de partage des bénéfices sur des bases plus égalitaires.

### **5. SR. Existe-t-il une industrie aurifère sur le continent africain. Si oui où ? Contrôlée par qui ?**

**YEA.** Oui, l'industrie aurifère est bien présente sur le continent africain et joue un rôle crucial dans l'économie de nombreux pays. Voici quelques points clés :

Les principaux pays producteurs sont le Ghana, premier producteur d'or en Afrique, suivi par l'Afrique du Sud, le Mali, la Guinée et le Burkina Faso. Ces pays disposent de vastes réserves aurifères et exploitent des mines à grande échelle.



Les acteurs majeurs sont des entreprises multinationales comme Barrick Gold, AngloGold Ashanti, Gold Fields, et B2Gold, tous dominant le secteur, au point d'arriver, par le passé, à dicter au Gouvernement une partie de la politique étatique concernant ce secteur. Il convient aussi de mentionner des investisseurs chinois privés, canadiens et australiens qui sont également très actifs dans la région.

Pour ce qui est du contrôle et les enjeux qui en découlent, il importe de rappeler que les gouvernements locaux jouent un rôle clé dans la régulation et la taxation de l'industrie aurifère. Par exemple, le Ghana a mis en place une structure appelée Gold Board pour superviser le commerce de l'or.

Cependant, des défis tels que la contrebande et les conflits politiques peuvent compliquer la gestion des ressources aurifères. Les groupes terroristes ou les armées et milices étrangères en Afrique s'en prennent assez régulièrement aux mines d'or comme à la frontière entre l'Algérie et le Mali. Ce qui peut occasionner des conflits et des brouilles diplomatiques que seule la transparence dans les informations peut aider à trouver des solutions...

L'industrie aurifère africaine demeure un moteur économique important en Afrique, sauf que les dirigeants africains n'arrivent pas à mettre en commun cet or pour servir de réserve pour la création d'une banque centrale africaine.

#### **6. SR. Quels sont les principaux producteurs d'or africains, et quelles sont les principales destinations de l'or africain ?**

**YEA.** On peut identifier au moins dix (10) principaux producteurs d'or en Afrique avec les tonnages officiellement enregistrés. A ce titre, il est possible que ces chiffres sur le tonnage puissent changer rapidement si les pays de l'AES arrivent à obtenir une meilleure estimation de leur propre réserve, suite à des contrôles accrus sur les sociétés exploitant l'or dans le pays :

1. Ghana : premier producteur d'or en Afrique, avec environ 135 tonnes par an.
2. Mali : environ 105 tonnes.
3. Afrique du Sud : historiquement leader, produit environ 104 tonnes.
4. Burkina Faso : environ 98 tonnes.
5. Soudan : environ 72 tonnes.
6. Guinée : environ 64 tonnes.
7. Tanzanie : environ 52 tonnes.
8. Côte d'Ivoire : environ 51 tonnes.
9. Zimbabwe : environ 46 tonnes.
10. République Démocratique du Congo : environ 45 tonnes.

Les principales destination se font en dehors du continent. L'or africain est principalement exporté vers les pays suivants :

1. Suisse : près de 50 % des importations mondiales d'or passent par la Suisse ;
2. Émirats Arabes Unis : principale destination de l'or africain, souvent exporté clandestinement ;
3. Inde : importateur majeur pour la joaillerie.

#### **7. SR. Quel est le plus important projet d'or en Afrique ? Et où est-ce que l'on peut le situer ?**

**YEA.** L'un des projets aurifères les plus importants en Afrique actuellement à ma connaissance est le projet Kibali, situé en République démocratique du Congo (RDC). Ce projet est exploité par Barrick Gold et AngloGold Ashanti, en partenariat avec la Société Minière de Kilo-Moto (SOKIMO), une entreprise publique congolaise (RDC).

Le projet Kibali est important de fait de sa taille, les technologies modernes utilisées et surtout les possibilité d'effets et d'impacts économiques :

1. Production massive : Kibali est l'une des plus grandes mines d'or d'Afrique, avec une production annuelle dépassant souvent les 800 000 onces d'or ;



2. Technologie avancée : la mine utilise des technologies modernes, y compris des systèmes automatisés, pour maximiser l'efficacité et la sécurité ;
3. Impact économique : le projet contribue de manière significative à l'économie locale et nationale, en créant des emplois et en générant des revenus pour le gouvernement congolais.

#### **8. SR. Pourquoi les Africains n'en profitent pas ?**

**YEA.** Je pense qu'il y a au moins quatre (4) raisons principales à mentionner pour expliquer le manque à gagner pour les populations africaines :

1. **Le manque** de contrôle et corruption : Une grande partie de l'or est exportée sans être déclarée, privant les États africains de revenus essentiels ;
2. L'exploitation étrangère avec un partage inégal : Les entreprises internationales dominent le secteur, laissant peu de bénéfices aux populations locales, surtout parce les dirigeants africains s'arquent sur leurs frontières nationales au lieu de traiter ce dossier dans un cadre régional et sectoriel ;
3. La faible transparence des comptes et la faiblesse des efforts de redevabilité en termes d'information et de traçabilité : En réalité, les lois sur la gestion des ressources naturelles existent mais sont souvent mal appliquées, parfois volontairement, parfois du fait des chantages sur les contributions au budget des États en termes d'impôts ; et
4. L'impact environnemental et social négatif au point de parler d'effets toxiques sur le plan environnemental et sanitaire et même économique : en effet, les communautés locales souffrent régulièrement des conséquences de l'exploitation minière sans bénéficier des retombées économiques. Le refus de compensation lors des expropriations, les effets toxiques en termes de santé, les salaires, les compensations, les retraites pour les salariés sont souvent négligées. De plus, il n'y a aucune politique d'associer les populations autochtones au capital des sociétés, etc. Tous ces facteurs tendent à convaincre les populations locales qu'elles sont abandonnées par leur propre État.

La réalité est qu'il faut distinguer entre les populations et les dirigeants africains lorsqu'il s'agit de clarifier qui profite des recettes tirées de l'exploitation de l'or et qui n'en profite pas. L'or africain est une richesse infinie, mais son potentiel est souvent entravé par des problèmes structurels et géopolitiques accompagnés d'une mauvaise volonté collective des dirigeants d'organiser le secteur sur une base sectorielle et régionale.

#### **9. SR. À priori, la hausse de l'or donne l'opportunité d'augmenter les réserves d'or ... Quelles réalités pour les pays africains ?**

**YEA.** La hausse du prix de l'or offre effectivement une opportunité pour les pays africains d'augmenter leurs réserves d'or, mais cette réalité est nuancée en fonction des avantages et des défis.

Pour les avantages potentiels, on peut citer trois points :

- le renforcement des réserves de change : Les pays producteurs d'or, comme le Ghana, le Mali ou l'Afrique du Sud, peuvent utiliser les revenus accrus des exportations pour acheter de l'or et renforcer leurs réserves ;
- la stabilité économique : L'or est un actif sûr qui peut protéger les économies locales contre les fluctuations des devises et les crises économiques mondiales ; et
- l'augmentation des recettes fiscales : Les gouvernements peuvent bénéficier de taxes plus élevées sur les exportations d'or, ce qui améliore leurs finances publiques.

Pour ce qui est des défis et limites, il convient de mentionner au moins trois :

- la faiblesse des réserves d'or actuellement en Afrique : les réserves officielles d'or des banques centrales africaines restent faibles, représentant seulement environ 3 % des réserves mondiales.



- L'exploitation minière illégale : la hausse des prix peut encourager l'exploitation informelle, réduisant les bénéfices pour les États ; l'absence de d'organisation du secteur informel aurifère est un problème de volonté ;
- Le manque de diversification économique : en effet, une dépendance accrue à l'or peut freiner les efforts pour diversifier les économies locales, augmentant leur vulnérabilité aux fluctuations des prix de l'or. Or, ce point ne peut trouver une solution qu'en stockant l'or comme un instrument de réserve pour une banque centrale commune et surtout la création d'une monnaie commune adossée à l'or.

En résumé, bien que la hausse des prix de l'or soit une opportunité, elle nécessite une gestion stratégique pour maximiser les bénéfices tout en minimisant les risques

**11. SR. Avec cette flambée du métal précieux, quelles sont les conséquences pour les pays qui dépendent de l'extraction de l'or ?**

**YEA.** La flambée des prix de l'or a des conséquences variées pour les pays africains dépendant du coût de son extraction et des effets négatifs sur l'environnement et les populations vivant dans la zone d'exploitation. Voici les principaux impacts positifs et négatifs :

- Avantages positifs : l'augmentation des recettes fiscales permet aux gouvernements de bénéficier de taxes plus élevées sur les exportations d'or, renforçant ainsi leurs finances publiques ;
- Renforcement des réserves en devises sous la forme de revenus accrus permettant de stabiliser les économies locales et de renforcer les réserves de change ;
- L'attractivité pour les investisseurs notamment si les prix élevés permettent d'attirer davantage des investissements étrangers dans le secteur minier. Or, ces investisseurs sont enclins à refuser d'installer en Afrique des capacités productives de transformation de l'or.

Pour ce qui est des risques et impacts négatifs, on peut rappeler au moins trois points :

- L'exploitation minière illégale favorisant la hausse des prix tout en encourageant l'exploitation informelle non réglementée et réduisant les bénéfices pour les États et causant de nombreux morts régulièrement en Afrique ;
- Le Syndrome hollandais qui consiste en une « dépendance » accrue à l'or ; cela peut freiner la diversification économique et nuire à d'autres secteurs ; et enfin
- L'inflation avec une augmentation de la masse monétaire liée aux revenus de l'or peut entraîner une hausse des prix locaux.

Ces impacts montrent que la gestion stratégique et institutionnalisée de ce secteur, ce collectivement entre pays producteurs de cette richesse, est essentielle pour maximiser les avantages tout en minimisant les risques.

**12. SR. À contrario, quels sont les risques engendrés par la hausse du prix de l'or pour ces pays ?**

**YEA.** La hausse du prix de l'or, bien qu'avantageuse à plusieurs égards, peut engendrer certains risques pour les pays africains dépendant de l'extraction de ce métal précieux. Voici au moins six (6) défis majeurs :

**A/ Deux risques économiques :**

1. **La dépendance accrue** : La hausse des prix peut inciter les pays à concentrer davantage leurs efforts sur le secteur aurifère au détriment de la diversification économique. Cela les rend vulnérables si le prix de l'or chute brusquement. Pour cela, il faut un système de péréquation pour qu'en période haussière de l'or, des stocks soient constitués pour compenser le manque-à-gagner en période baissière ;
2. **L'inflation** : Les revenus élevés liés aux exportations d'or peuvent entraîner une inflation locale, augmentant le coût de la vie pour les citoyens ;

**B/ Deux risques sociaux**



1. **L'exploitation illégale** : Une augmentation des prix peut intensifier les activités minières informelles ou illégales, souvent réalisées dans des conditions dangereuses pour les travailleurs et ayant des impacts environnementaux négatifs. Il ne faut pas négliger les conséquences désastreuses sur les personnes et sur l'environnement de l'utilisation du mercure par les opérateurs.
2. **Les conflits locaux** : Dans certaines régions, la ruée vers l'or peut exacerber les tensions entre les communautés locales et les entreprises minières, notamment en ce qui concerne la gestion des terres et les bénéfices. Ce conflit peut s'exacerber entre les autochtones et les nouveaux arrivants, souvent peu respectueux du respect de l'environnement, sans oublier les conflits ethniques, parfois instrumentalisés pour faciliter des expropriations.

### C/ Deux risques environnementaux

1. **La dégradation des écosystèmes** : L'extraction intensive et peu encadrée de l'or peut entraîner une destruction massive des sols et des écosystèmes locaux ; et
2. **La pollution** : notamment avec l'utilisation de produits toxiques comme le mercure pour l'extraction de l'or artisanal contribue à la pollution des rivières et à la mise en danger des populations locales.

Ces risques soulignent la nécessité pour les pays de mettre en place des politiques inclusives et respectueuses de l'environnement et de la biodiversité pour tirer parti de la hausse des prix de l'or tout en protégeant leurs économies, leurs populations et leurs environnements.

### **13. SR. Il est impossible de dissocier la hausse de l'or et la dédollarisation prônée par les pays du sud global notamment la Chine et cela se traduit par des achats massif d'or par les banques centrales de la Chine, l'Inde, la Turquie notamment. Cela risque-t-il de s'accroître ?**

**YEA.** Plutôt que le terme « dédollarisation », je préfère le terme de diversification et alternatives sans menaces de sanctions unilatérales des pays du G7 (Etats-Unis, Union européenne, etc.). La dédollarisation, portée par des pays comme la Chine, l'Inde et la Turquie, est étroitement liée à la hausse des prix de l'or. Ces nations cherchent à réduire leur dépendance au dollar américain en accumulant massivement de l'or, considéré comme une valeur refuge et un moyen de diversifier leurs réserves. Voici quelques éléments pour comprendre si cette tendance risque de s'accroître :

Trois facteurs favorisant l'intensification des achats d'or résident dans l'arbitraire et l'imprévisibilité des décisions unilatérales des dirigeants du G7.

1. Les sanctions économiques et tensions géopolitiques : les sanctions imposées par les États-Unis poussent de nombreux pays à chercher des alternatives au dollar, renforçant l'attrait de l'or.
2. L'inflation et incertitudes économiques : l'or est perçu comme une protection contre l'inflation et les crises économiques, ce qui incite les banques centrales à en acheter davantage.
3. Les stratégies des BRICS+ : Les pays membres des BRICS (Brésil, Russie, Inde, Chine, Afrique du Sud) ainsi que les nouveaux pays membres, associés ou dans l'Alliance des BRICS intensifient leurs efforts pour promouvoir au moins une monnaie de compte alternative et réduire leur dépendance au dollar, ce qui alimente la demande d'or. Un passage par un panier de devises devrait permettre d'atténuer les effets volatiles du dollar américain. Mais, c'est le circuit de paiement qui demeure la priorité, surtout en contournant le système Swift.

Pour ce qui est des perspectives d'avenir, la tendance actuelle montre que les achats massifs d'or par les banques centrales pourraient se poursuivre, voire s'intensifier, en raison des tensions géopolitiques persistantes et des efforts croissants pour établir un système financier multipolaire. La Chine, par exemple, continue d'accroître ses réserves d'or pour soutenir le yuan comme alternative au dollar américain.

### **14. SR. La nouvelle monnaie ZIG du Zimbabwe. Est-ce que cela fonctionne ? Dans ce contexte de flambée de l'once, peut-on imaginer se passer du dollar ou c'est un leurre ?**



La monnaie ZiG (Zimbabwe Gold), introduite en avril 2024, est adossée à l'or pour tenter de stabiliser l'économie zimbabwéenne et réduire la dépendance au dollar américain. Cependant, son efficacité reste limitée pour plusieurs raisons :

Le fonctionnement de la monnaie ZiG est résumée comme suit :

1. L'adossement à l'or : La ZiG est soutenue par des réserves d'or et d'autres actifs précieux, ce qui lui confère une certaine stabilité initiale ;
2. La lutte contre l'hyperinflation : Elle a été introduite pour contrer l'hyperinflation qui a marqué les précédentes monnaies zimbabwéennes, et cela a contribué à diminuer l'inflation ;
3. Les défis actuels : Malgré son adossement à l'or, la ZiG a perdu une grande partie de sa valeur depuis son lancement, en raison de la méfiance des citoyens et des entreprises envers une monnaie locale, mais surtout une mauvaise gouvernance économique ce qui impacte automatiquement la nouvelle monnaie ZIG.

Alors, peut-on se passer du dollar au Zimbabwe ? La réponse demeure négative pour le moment. Les raisons sont au moins au nombre de trois :

1. La dépendance persistante : Le dollar américain reste largement utilisé au Zimbabwe, représentant environ 80 % des transactions. Cela reflète une forte dépendance à cette devise, mais si la gestion des finances publiques s'améliore et la corruption diminue, le dollar américain devrait progressivement être substitué par le ZIG. En effet, si vous demandez à avoir de l'or avec un dollar américain, la banque centrale pourra refuser. Alors que si vous exigez d'être payé en or, la banque centrale devra s'exécuter ;
2. Le défi de la dédollarisation : se passer du dollar nécessite une confiance accrue dans la monnaie locale, ce qui est difficile à établir dans un contexte de crises économiques et d'hyperinflation répétées ;
3. La flambée de l'or : Bien que la hausse des prix de l'or renforce les actifs soutenant la ZiG, cela ne suffit pas à compenser les faiblesses structurelles de l'économie zimbabwéenne et surtout la mauvaise gestion non transparente de comptes publics. Une alternance au sommet de l'Etat pourrait peut-être changer la donne en faveur de la confiance dans le ZIG.

En résumé, bien que la ZiG soit une tentative audacieuse pour stopper l'hyperinflation, elle n'avait pas pour objet de « dédollariser » l'économie zimbabwéenne. Par contre, la flambée de l'or peut offrir un soutien temporaire. Donc, se passer du dollar reste un objectif ambitieux et difficile à atteindre si la mauvaise gestion économique du pays continue. Après tout, la valeur et la confiance dans une monnaie ne sont que les signes extérieurs d'une bonne santé des finances publiques.

### **15. Avec la flambée de l'or : les Africains, seront-ils bientôt riches et souverains ?**

**YEA.** Vraisemblablement, non. Mais cela dépend de quel Africain ou Africaine dont l'on parle. Certains dirigeants africains peut-être ? Les populations africaines ? Il faudra le démontrer par l'inclusivité des recettes, la création d'emplois, la distribution du pouvoir d'achat, la séparation des pouvoirs et surtout la liberté d'expression. On en est encore loin...

La souveraineté ne peut servir d'alibi pour gommer la bonne gouvernance économique des finances publiques et surtout les « droits acquis » en Afrique !

04 mars 2025. Mise en ligne le 14 avril 2025.

Dr. Yves Ekoué AMAÏZO, interviewé par Samantha Ramsamy, Journaliste.

© Afrocentricity Think Tank